

情報部

第一部長

蘇独外交関係事務
別便

擔任者

記

12.9.8

録

公第 四九一 號

昭和十二年六月二日

在 佛

臨時代理大使 内 山 岩 太



外務大臣 佐 藤 尚 武 殿

獨蘇接近説ニ關スル新聞論調報告ノ件

獨蘇接近説ニ關スル四月五日附「デリイ、テレグラフ」(De-
ly Telegraph) 及「スター」(Star) ノ記事ハ歐洲

全般ニ相當ノ反響ヲ誘發セルカ當國ハ右獨蘇接近ニ最モ重大ナル
利害ヲ有スル關係モアリ、輿論ノ反響少カラス、四月六日ノ獨蘇

在佛日本大使館

262

第三課長

歐亞局

S 120034 255

263

兩國ノ半官的打消ノ結果一旦鎮靜ニ歸シタル當地新聞ハ四月中旬
武府ニ於テ爾獨逸經濟相「シヤハト」ノ聲明ニ依リ再ヒ本件ヲ問
題トスルニ至レリ、茲ニ何等御參考迄ニ新聞論調概要左ノ如ク報
告申進ス、御査閲アリタシ

記

蘇獨接近説ニ關スル當地新聞論調ヲ大觀スルニ(1)此問題ニ對スル
新聞大多數ノ見解ハ獨蘇接近ノ可能性ハ若干存スルモ夫ヲ妨クル
要素モ尠カラサルヲ以テ現在喧傳セララル獨蘇接近ハ事實トハ認
メ難ク、右ノ如キ可能性ニ基ク單ナル推測又ハ夫ヲ利用シテノ宣
傳ナリトナスニ在リ、(2)從テ當地新聞力最モ注意ヲ注ケルハ其宣
傳ノ目的及出所トス、大体ニ於テ右翼新聞ハ其出所ヲ蘇聯及其對

在佛日本大使館

S 120034 256

歐宣傳ノ根據地「ブライグ」其目的ヲ兼テ蘇聯カ要望セシ蘇佛軍事同盟締結（正確ニハ軍事協定締結）ノ爲ニスル威嚇ニ在リトシ左翼紙ハ一般ニ其出所ヲ獨逸其目的ヲ佛蘇間ノ離間ニ在リト論ス、(3)獨蘇接近ヲ可能タラシムル原因又ハ動機トシテ新聞カ舉クル所ハ（原因トシテハ）(1)獨蘇兩國軍部間ニハ歴史的ニ兩國接近論強キ事(2)獨トシテハ西歐ニ對スル關係上蘇聯ノ資源ヲ、蘇トシテハ東亞ニ對スル關係上背後ノ安全即チ獨逸ノ好意ヲ求ムヘキ事情アル事、(3)伯林條約カ今尙有效ナル事（動機トシテ）(1)兼テ蘇獨接近論者ト目セラルル巴里駐劄蘇聯大使「ボチヨムキン」ノ外務人民委員次長任命、(2)有力ナル獨蘇接近論者「リュデンドルフ」將軍ト「ヒットラー」トノ妥協（四月一日）(3)獨逸經濟相「シ

在佛日本大使館

S 120034 257

264

ヤハト」カ武府ニ於テ獨蘇經濟關係ニ論及シテ其緊密性及將來ノ發展性ヲ述ヘタル演說（四月十五日）等々トス、新聞中ニハ右ニ原因トシテ擧ケタル諸點ヲ以テ當然衆知ノ理トシテ特ニ引用セサルモノ尠カラス、又動機トシテ擧ケタル諸點ノ各々ニ對シテ付スル重要性ハ必スシモ同一ナラザルハ怪シムニ足ラス、殊ニ「シヤハト」經濟相ノ聲明ノ如キハ獨蘇側ノ半官的打消ニ依リ當地輿論カ一旦鎮靜シタル後ニ現ハレタルモノナレハ右ニ依リ若干再發セラレタル輿論ノ反響中ニ於テ注目セラレタルニ過キス要之獨蘇接近說ニ對シ當地輿論ハ當初ヨリ明白ナル根據ヲ缺クモノトシテ信ヲ置カス、從テ獨蘇兩國ノ半官的打消後ハ急ニ鎮靜シ「シヤハト」演說ニ依リ再發セラレタル反響モ何等注目スヘキモ

在佛日本大使館

S 120034 258

265

ノナク間モナク鎮靜セリ
新聞個々ノ論調ハ大体前述ノ所ヲ出テス概シテ類型的ナルヲ以テ
特ニ載録セス、別添切抜ニ付御承知アリ度シ
本信寫送付先 在獨、蘇各大使

在佛日本大使館



120034

259

D

266

REEL No. A-0341

アジア歴史資料センター

情報部

昭和七年十一月廿三日接受

在 仙 函 發

昭和七年十一月廿三日附

第四九一號附屬

仙 函 報 告 一 冊
近 況 函 件 郵 券 簿

(本信主管)

267

公第四九一 号附属

個内其

在佛
日本大使馆

267

104
Aguen Hanaï 6 4 1937

L'éventualité d'un rapprochement germano-soviétique

Berlin, 6 avril.

Les milieux nationaux-socialistes déclarent avoir pris connaissance « avec étonnement » des informations, publiées aujourd'hui par certains journaux anglais, relatives à un rapprochement germano-soviétique.

Ils font remarquer que les discours prononcés au cours des congrès du parti national-socialiste de 1935 et 1936 constituent des réponses très claires à toutes ces combinaisons et ne permettent pas le moindre doute sur l'attitude que l'Allemagne observera à l'avenir à l'égard de l'Union Soviétique.

Les milieux allemands relèvent, en outre, avec intérêt, l'opinion exprimée par le *Daily Herald*, selon laquelle les allégations en question auraient été lancées pour jeter le trouble dans les pays de la Petite Entente. (Havas)

268

Martin

6 - 4 - 1937

Verra-t-on la réconciliation germano-soviétique ?

La nomination de M. Potemkine au poste de commissaire des affaires étrangères de l'U. R. S. S. peut le laisser prévoir

La nomination de M. Potemkine, ambassadeur de l'U. R. S. S. à Paris, au poste de premier adjoint du commissaire aux affaires étrangères, en remplacement de Krestinsky, est loin d'être inattendue.

Néanmoins, sa publication officielle appelle plusieurs considérations. En effet, M. Litvinov, ainsi que l'avait fait prévoir le *Matin*, se trouve, en fait, de plus en plus éloigné de la direction des affaires de son département. Son indisposition revêt un caractère chronique et il semble de plus en plus que son apparition honorifique aux fêtes du couronnement sera un des derniers actes officiels de sa carrière.

Le rappel à Moscou de M. Potemkine indique clairement que Staline a décidé de donner le temps à son candidat de longue date de se familiariser avec les « doubles commandes » du commissariat des affaires étrangères.

Celui-ci est considéré comme un partisan de la politique de détente dans l'Est de l'Europe et qui juge comme réalisable une réconciliation germano-soviétique.

En son temps, il avait énergiquement protesté contre la nomination comme ambassadeur à Berlin de l'Israélite Souritz, faite par M. Litvinov avec l'intention expresse de « passer outre aux théories racistes ». Ceci n'eut comme résultat pratique que la quasi-inexistence de la représentation soviétique à Berlin.

M. Potemkine surveillait de près toutes les tentatives de rapprochement germano-soviétique, soit lors de la conférence secrète entre les représentants de la Reichswehr et de l'armée rouge en juillet 1936 à Copenhague, soit lors des invitations des industriels allemands et du docteur Hjelmar Schacht lui-même.

Le terrain économique se dessine d'autant plus précis pour ces tentatives, que l'Union soviétique reste un marché des plus importants pour l'Allemagne qui y vient s'approvisionner en matières premières, surtout pour son industrie de guerre, et que l'ensemble des échanges entre ces deux pays, à l'exclusion des produits pétroliers, représente un chiffre environ dix fois plus important que celui des échanges franco-soviétiques.

D'autre part, le général Luderndorf, réconcilié récemment avec Hitler, a toujours été partisan du contact allemand-soviétique.

Sous l'impulsion de M. Litvinov, M. Potemkine s'employa à Paris à empêcher tout rapprochement franco-allemand éventuel.

Devenant chef de fait de la politique extérieure des Soviets, s'efforcera-t-il de profiter de son action précédente pour inaugurer une réconciliation germano-soviétique et reviser « la politique Barthou-Litvinov » ? Ou faut-il s'attendre à voir la diplomatie soviétique exercer simplement une pression sur Paris, via Berlin ?

Yves Delbar

269

LEON TROTSKY A L'AUTRE Les relations germano-russes

AR La réconciliation du chancelier Hitler avec le général Ludendorff a causé une vive surprise. Dans chaque pays, les journaux lui ont trouvé des explications diverses suivant les renseignements qu'ils avaient recueillis et surtout suivant leurs propres tendances. A la vérité, les desseins du Fuehrer, en cette occasion, avaient paru assez obscurs. Peut-être commencent-ils à s'éclaircir.

Voici qu'un grand journal anglais, le *Daily Telegraph* — organe officiel, qui n'est certes pas favorable aux Soviets — indiquait, hier matin, qu'un rapprochement lui paraissait possible entre le Reich et l'U.R.S.S. comme conséquence de la réconciliation entre M. Hitler et Ludendorff.

Il ne faut pas oublier que le général Ludendorff, qui fit passer Lénine en Russie pendant la guerre et qu'il a toujours été d'avis — le *Daily Telegraph* le rappelle fort opportunément — qu'il valait mieux pour l'Allemagne être en bons termes avec la Russie à cause de sa puissance militaire et, par contre, « ne pas attacher une importance excessive à la valeur des armées de l'Italie comme facteur dans une guerre européenne ». A la suite des événements récents en Espagne, qui ont confirmé ces vues et ont démontré la supériorité du matériel soviétique, les principaux chefs militaires du Reich partageraient, aujourd'hui, le sentiment du général Ludendorff et ils ont influencé le Fuehrer dans le même sens.

Ceux qui connaissent l'Allemagne savent fort bien que les chefs de la Reichswehr ont toujours été, presque sans exception, favorables à une entente avec l'U.R.S.S. Ils demeurent en cela fidèles à la plus pure tradition bismarckienne.

Il ne faut pas oublier non plus que l'accord de Rapallo, conclu le 16 avril 1922, entre Rathenau et Tchitchérine, a été voulu par l'état-major allemand, qui a imposé également son renouvellement.

Les faits montrent péremptoirement que ce sont les Russes, beaucoup plus que les Allemands, qui ont « renversé » leur politique extérieure. Les discours du chancelier Hitler qui, jusqu'en 1934, ne comportaient aucune menace pour l'U.R.S.S., au contraire, sont significatifs à cet égard.

Le rédacteur diplomatique du *Daily Telegraph* ajoute : « Je crois savoir que, récemment, l'Allemagne a soumis à Moscou un projet d'accord économique, mais ce projet a été repoussé parce que l'U.R.S.S. ne veut conclure aucun accord économique qui ne soit accompagné d'un traité politique ».

En ce qui concerne ce sujet, que, récemment,

le 30 avril 1936, le docteur Schacht signait avec M. Kandelaki, représentant commercial de l'U.R.S.S. à Berlin, un accord très favorable aux Soviets, puisqu'il leur permettait d'utiliser les avoirs en marks qu'ils possédaient en Allemagne pour financer leurs achats dans ce pays ou payer leurs dettes.

Sans doute, après la conclusion du pacte franco-soviétique, le Fuehrer s'est-il livré à de violentes attaques contre le bolchevisme, mais celles-ci ne doivent pas faire illusion. Il y a, visiblement, beaucoup d'hésitation dans l'attitude du Reich envers l'U.R.S.S. et le *Daily Telegraph* a raison de dire que l'envoi d'une mission allemande économique et militaire à Nankin, au début du mois prochain, peut fort bien indiquer une nouvelle orientation de la politique extérieure du Reich, basée sur une collaboration éventuelle avec l'U.R.S.S., la Chine et le Japon et inspirée par le général Reichenau, officier de liaison entre le gouvernement et l'armée.

En tout cas, des conversations importantes ont eu lieu, ces derniers temps, à Moscou. Les tendances francophiles l'ont emporté, ainsi que le montre la nomination de M. Potemkine, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris, comme commissaire adjoint aux Affaires étrangères et qui remplacera M. Litvinov pendant ses voyages.

Ces événements justifient amplement la thèse de ceux qui ont défendu le pacte franco-soviétique. « On savait, disait, entre autres, M. Mandel, en novembre dernier, que si nous n'avions pas traité avec Moscou, les Allemands l'auraient peut-être fait, car des personnalités influentes comme l'ambassadeur Nadolny et quelques-uns des chefs du grand état-major rêvaient de reprendre la politique de Rapallo. Or, est-il besoin de dire quel parti les techniciens allemands auraient tiré de l'immense réservoir russe ? »

Ainsi, le premier avantage du pacte franco-soviétique est d'empêcher un pacte germano-russe. Les derniers événements d'Europe centrale montrent en outre qu'il est d'autres avantages sur lesquels il est inutile d'insister, puisqu'ils apparaissent à tous les yeux.

Nous portons sur le communisme le jugement le plus sévère et nous ne tolérons aucune ingérence extérieure dans les affaires de la France, mais il n'y a pas — et il ne doit pas y avoir — d'interdépendance entre la politique intérieure et la politique extérieure. D'autres que nous, avant nous, ont maintenu ce point de vue. La convention et Gametta :

« Ceci suffit à fixer notre attitude à l'égard du pacte franco-soviétique. Le salut du pays reste pour nous la loi suprême ».

L'épouvantail du rapprochement germano-soviétique

C'EST MOSCOU QUI L'AGITE.

On pensait épouvanter l'opinion publique française avec le spectre du rapprochement germano-russe. Elle n'a pas réagi malgré tous les efforts des agents de Moscou. Après cette première tentative de chantage on en perçoit une autre, plus vaste, orchestrée dans plusieurs pays à la fois.

Hier c'était un organe londonien, le « Star », qui déclarait avoir appris de source digne de foi que Hitler ferait cesser prochainement la propagande soviétique en Allemagne. Le grand journal britannique reprenait ainsi la nouvelle, dont « Le Jour » s'est déjà fait l'écho, suivant laquelle M. Potemkine serait chargé d'opérer le renversement de la politique étrangère de l'U. R. S. S.

La propagation de ces rumeurs est si habilement faite qu'il est indispensable d'indiquer la source : Moscou et certains milieux tchèques. Depuis quelques semaines Prague est devenu, en effet, un centre très agissant de la politique soviétique, d'où partent les informations les plus sensationnelles et les plus dangereuses.

Si une nation devait, plus que toute autre, être affectée par un rapprochement germano-soviétique, c'est la Pologne. C'est tellement vrai que, depuis dix-sept ans, Varsovie a toujours surveillé les rapports des deux Etats avec une attention inquiète.

Or, nous pouvons affirmer que les dirigeants polonais n'ont jamais été plus rassurés qu'aujourd'hui.

Nous savons, d'autre part, que l'on est décidé, à Moscou, à pousser la manœuvre très avant. On jouera encore la comédie avec les officiers de renseignements allemands si c'est nécessaire. A moins que Hitler n'interdise aux officiers de la Reichswehr les contacts de cet ordre.

Cela est d'autant plus probable que la propagande communiste est très active, en ce moment, dans les milieux ouvriers d'Allemagne. Croit-on que le chancelier du Reich va tendre la main aux organisateurs des grèves récentes de chez Opel et du bassin de la Ruhr ?

Jean REY.

Vers une alliance russo-allemande

On parle beaucoup, ces temps-ci, d'une possible alliance russo-allemande. Voici quelques arguments en faveur du système. Tout d'abord, notons qu'ici même M. Henry Bérenger a prouvé que le traité de Berlin était toujours en vigueur. On ne lui a pas répondu et on ne pouvait pas lui répondre. En second lieu, il faut noter aussi que les relations commerciales n'ont jamais cessé et qu'à l'heure actuelle, elles sont plus actives que jamais, l'Allemagne étant de tous les pays du monde celui qui fait le plus de commerce avec la Russie. En troisième lieu, on a le droit de souligner que le général Ludendorff qui vient de se réconcilier avec le chancelier Hitler, a toujours été partisan de l'entente ou de l'alliance russo-allemande, et que beaucoup de membres de l'état-major allemand, suivant en cela les idées du général Von Seeckt sont, depuis longtemps, de l'avis de l'ancien quartier-maître général.

Mais on peut trouver d'autres arguments. A la vérité, si nous voulons nous placer franchement sur le terrain russe ou sur le terrain allemand nous serons forcés de conclure que l'intérêt des Russes, à l'heure actuelle et aussi celui des Allemands, est de se jeter dans cette alliance. Une seule chose peut les en empêcher : la question politique. De toute évidence, l'opinion allemande dans son ensemble ne comprendrait pas le jeu ; l'opinion russe ne le comprendrait pas davantage. On voit bien comment le Komintern peut manœuvrer dans l'hypothèse d'une alliance franco-russe ; on ne voit pas comment il pourrait manœuvrer dans l'hypothèse d'une alliance germano-russe.

L'équivoque serait certainement presque impossible à surmonter.

Il faudrait admettre que l'évolution de Staline s'accélérait, peut-être même qu'un pouvoir militaire s'établirait ou tout au moins renforcerait celui de Staline. On parle beaucoup du maréchal Vorochilov ; le fait est qu'un général vient, d'accord avec lui, d'être nommé au ministère des Communications. Il semble que la police politique passe de plus en plus sous le contrôle de l'armée. Un pas encore dans cette voie et la Russie sera mûre pour l'alliance germano-russe. Que deviendra alors la III^e Internationale ? Peut-être ceux qui, à Moscou, mènent le mouve-

ment, ont-ils l'intention de la faire émigrer et peut-être songent-ils à Barcelone ou mieux encore à Paris.

Cela dit, il faut avouer que l'intérêt bien compris de la Russie est l'alliance allemande. En effet : la Russie craint une offensive japonaise. Or cette offensive n'est nullement dangereuse, du moment qu'il n'y a pas pour la Russie de prise, à revers possible en Occident. D'autre part, la Russie croit que sa destinée est en Asie, que son rôle véritable est de soulever les grandes masses asiatiques. Elle a donc intérêt à avoir les mains libres en Asie, et pour cela à être tranquille en Europe. Elle y a d'autant plus intérêt que sa propagande en Chine a tout de même réussi et que l'Angleterre a, pour l'instant, des difficultés sérieuses dans l'Inde. Les maîtres des versants nord du Pamir ont là une carte admirable à jouer. Quant à l'intérêt bien compris de l'Allemagne, il serait peut-être de s'entendre avec Paris, Londres et Washington. Mais pour s'entendre avec les trois grandes démocraties, il faut que le Reich renonce sinon à sa politique d'armements, du moins à suivre le rythme de réarmement qu'il suivait jusqu'à ce jour. Car, il semble que ce rythme soit déjà rompu par suite du boom des matières premières. L'Allemagne est ainsi amenée à voir très rapidement son avance diminuer. Quelques mois encore et elle sera rattrapée. Espérer que les trois grandes démocraties lui fourniront bénévolement les moyens d'échapper à la pression que ce boom exerce sur l'économie allemande est parfaitement inutile. Sans doute elles accepteraient des propositions allemandes en faveur d'une limitation des armements, mais ce serait pour l'Allemagne renoncer à toutes ses ambitions. Et le chancelier Hitler jouerait dans l'affaire — et perdrait — tout son prestige.

Au contraire, une voie s'offre pour sortir de l'impasse. C'est l'alliance russo-allemande. L'Allemagne peut offrir son amitié, c'est-à-dire donner à la Russie la possibilité d'une grande politique asiatique, et elle peut recevoir du blé, du minerai de fer, du pétrole, du cuivre et du coton, sans oublier la laine, les peaux, la viande, etc., contre un certain nombre de machines que ne fabrique pas la Russie. La Baltique est là pour faciliter les transactions et l'Allemagne, ramenée du coup sur ses frontières de l'Est, peut faire dans toute l'Europe centrale une politique dont après la Petite Entente, l'Autriche et la Hongrie, l'Italie subiraient tout le poids.

Bien entendu, il ne s'agit ici que d'une hypothèse, mais c'est une hypothèse qu'un certain nombre d'arguments rendent fort vraisemblable, et qui, si l'évolution de Staline se poursuit et s'accélère, si les militaires russes mettent la main sur le gouvernement, pourrait être la réalité de demain.

Bernard SAVIGNY.

MOSCOU Un article des "Izvestia" sur les rapports germano-russes (de notre correspondant particulier Georges LUCIANI)

Moscou, 17 avril (dép. Petit Parisien)

Le Dr Schacht ayant déclaré à Bruxelles que l'Allemagne entretient d'importantes relations commerciales avec l'U. R. S. S., que ces relations ne feront que se développer, et que tout le nécessaire sera fait dans ce but, le grand journal soviétique officiel les *Izvestia* lui inflige ce matin un démenti catégorique.

« Pour employer une expression modérée, écrivent les *Izvestia*, le Dr Schacht a dit un mensonge. Les relations commerciales germano-soviétiques, non seulement ne s'améliorent point, mais ne font qu'empirer. Nos exportations en Allemagne au cours de ces dernières années n'ont cessé de baisser. En 1934 elles s'élevaient à 430

millions de roubles; en 1935 à 289 millions, et pour les neuf premiers mois de 1936, elles se sont élevées en tout et pour tout à 100 millions de roubles seulement. Tels sont les faits.

Les causes de cette baisse sont connues du Dr Schacht aussi bien que de nous-mêmes. Elles résident dans la politique du gouvernement allemand. Le Dr Schacht a eu raison de souligner que l'amélioration des relations économiques internationales est fonction de l'amélioration des relations politiques.

Mais, jusqu'à plus ample informé et jusqu'à preuve évidente du contraire, il ne nous paraît pas indiqué le moins du monde de parler de rapprochement germano-soviétique. Par contre, nous voyons fort bien les raisons générales qui s'opposent à un tel rapprochement.

Agence Havas 18 4 1937

ALLEMAGNE

Paix de rapprochement Berlin-Moscou !

Berlin, 18 avril.

Sous les titres « Un nouveau mensonge de presse : un pacte de l'Allemagne avec les bolchevistes ! » « Une manœuvre transparente », la presse du matin continue à protester contre les bruits lancés, dit-elle, par la presse étrangère sur un rapprochement germano-russe.

Pour la Berliner Börsen Zeitung, c'est « le résultat pas du tout satisfaisant pour Moscou », de la conférence de la Petite-Entente, qui a contribué à faire naître cette campagne anti-allemande. « On essaye, écrit le journal, de relever artificiellement le prestige de la Russie soviétique comme partenaire d'alliance en répandant le bruit le bruit que mène l'Allemagne anti-bolcheviste s'efforce d'obtenir les bonnes grâces des maîtres de Moscou ».

Le Lokal Anzeiger écrit que la question de savoir si l'Allemagne et la Russie se haïssent est absurde et mal posée :

« Entre les deux pays, il y avait de vieilles relations, des liens d'estime, de civilisation et même de sentiment unissaient autrefois le peuple au cœur de l'Europe et les peuples au-delà de la frontière européenne. Tout est brisé depuis la guerre.

« Depuis longtemps, nous nous sommes habitués à parler, non pas de la Russie, mais de la Russie des Soviets, de Moscou bolcheviste. On a épuisé la question quand on a souligné cette différence entre la Russie et le bolchevisme. En ce moment, le bolchevisme s'efforce de prendre pied en Europe dans les endroits où jusqu'ici il ne pouvait pas pénétrer. De là vient le mensonge d'un rapprochement entre le III^e Reich et la Russie des Soviets. Mais ce mensonge se brisera contre la muraille défensive que le Reich oppose au bolchevisme ». (Havas)

Le journal

19 - 4 - 1937

Le III^e Reich ne peut pas s'entendre avec la Russie des Soviets

On qualifie à Berlin de "manœuvre grossière" les rumeurs annonçant un prochain rapprochement entre le führer et M. Staline

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL PERMANENT]

Berlin, 18 avril. — Après s'être longtemps contentées d'observer les remous provoqués par la campagne de presse déclenchée par certains milieux connus pour l'intimité de leurs rapports avec Moscou, les autorités d'Empire viennent de faire connaître leur point de vue. Elles démentent de la façon la plus catégorique que le III^e Reich ait songé ou songe à se rapprocher à la Russie soviétique. Elles ajoutent que, non seulement elles n'ont nulle intention de ce genre, mais qu'elles sont décidées à repousser les avances qu'elles pourraient recevoir de Staline, si d'aventure il prenait au tsar rouge la fantaisie de tendre la main à Hitler. De plus, les autorités d'Empire font remarquer que le gouvernement national-socialiste n'est pas hostile aux Soviets que parce que l'influence juive prédomine ; il est l'adversaire de l'actuelle Moscou parce que celle-ci est la capitale du communisme international et qu'on pourrait aussi bien tenter de marier l'eau et le feu que d'essayer de réconcilier le nazisme avec le marxisme. On rappelle également que le 30 janvier dernier, Adolf Hitler lui-même a fait au Reichstag la déclaration suivante :

Tout autre rapport contractuel entre la Russie bolcheviste actuelle et l'Allemagne serait pour nous sans valeur. Non seulement il serait inconcevable que des Allemands nationaux-socialistes pussent remplir une mission d'assistance au bénéfice du bolchevisme, mais il le serait également que nous acceptions l'appui d'un Etat bolcheviste.

Les cercles politiques allemands compétents sont convaincus que l'on se

trouve en présence d'une manœuvre de grande envergure en vue d'intimider non seulement la bourgeoisie française, mais les nations de la Petite-Entente auxquelles on fait apparaître le spectre d'une alliance germano-moscovite. Les Soviets ne poursuivraient d'autre dessein que d'amener, par ce moyen, le gouvernement français à amplifier le pacte qui nous lie déjà à eux.

Cette campagne rouge est venue de loin. On a d'abord fait courir le bruit que des membres de l'état-major allemand avaient eu, à Riga, des conversations suivies avec des émissaires du maréchal Vorochiloff. Puis, on a transcrit ces soi-disant conversations à Helsingfors, avant de frapper un coup décisif en annonçant que ces mystérieux conciliabules se tenaient en réalité à Copenhague. Depuis, les journaux connus pour leurs attaches avec Moscou, n'ont cessé d'agiter la cloche d'alarme.

Il n'y a pas un mot de vrai dans ces racontars. Non seulement la politique allemande à l'égard de la Russie rouge, a été fixée une fois pour toutes dans la sensationnelle proclamation du dernier congrès de Nuremberg, mais il convient de ne pas perdre de vue qu'en Allemagne la politique n'est faite que par le Führer.

Or, si l'empire n'hésiterait pas à tendre la main à une Russie libérée du communisme, il est certain qu'il considérerait la Russie comme sa pire ennemie aussi longtemps que Moscou sera la Mecque des marxistes juifs et aryens. Il est vraisemblable que la politique qui résulte des convictions doctrinales des leaders nazistes ne connaît pas que des partisans.

Cependant, le problème n'est pas là, quel qu'en disent certains pêcheurs en eau trouble, trop pressés de livrer dé-

finitivement notre patrie aux Soviets. Adolf Hitler marche avec Rome par idéalisme et parce qu'il pense que les nations autoritaires se doivent de se soutenir et de s'entraider ; et il reste foncièrement hostile aux Soviets parce qu'il considère que le communisme juif ou aryen constitue une menace pour la paix du monde.

Qu'a dit aujourd'hui même, à Karlsruhe, M. Rudolf Hess, le lieutenant du Führer ?

Nous avons triomphé de la peste rouge, s'est-il écrit. Chez nous, on ne manifeste pas les uns contre les autres. Chez nous, on n'occupe pas les usines. Chez nous, la vie économique n'est pas interrompue à chaque instant par de nouvelles grèves. Chez nous, la police et les grévistes ne se mitraillent pas. Chez nous, les salaires et le prix de la vie ne montent pas sans interruption. Chez nous, on ne dévalue pas la monnaie. Chez nous, les profiteurs de l'inflation ne se livrent pas à des orgies. Chez nous, on ne « décore » pas le drapeau de la nation avec trois flèches, le marteau et la faucille ou l'étoile soviétique.

Nous savons que tout cela se passe ailleurs, mais nous ne sommes pas assez fous pour nous en réjouir. Nous regrettons profondément que des pays aient été contaminés par la peste contre laquelle nous avons su nous immuniser. Et c'est avec reconnaissance que nous élevons nos regards vers l'homme qui nous a délivrés de la peste bolcheviste. Nous savons que Dieu était avec nous, Allemands, le jour où il nous a envoyés Adolf Hitler !

Ces propos fort nets sont tout le contraire d'un rapprochement du Reich avec le bolchevisme !

GEORGES BLUM

L'Allemagne et les Soviets

Les bruits qui ont couru au sujet d'un rapprochement éventuel du troisième Reich et de l'U. R. S. S. ont provoqué des démentis indignés de part et d'autre. C'est une manœuvre des dirigeants allemands, déclare-t-on à Moscou. On s'en prend particulièrement à M. Schacht, qui a dit à Bruxelles que le commerce russo-allemand est considérable, qu'il ne fera que grandir encore, et que, du côté allemand, on fera tout le possible pour cela. On donne à entendre qu'il s'agit là d'une manœuvre destinée, au moins en partie, à séparer la France de la Russie.

La protestation n'est pas moins vive en Allemagne. L'attitude du Reich à l'égard de la Russie rouge, proclamée-t-on, a été nettement définie par le Führer, qui est le seul maître de la politique allemande, dans les paroles énergiques qu'il a prononcées au dernier congrès nazi de Nuremberg : c'est une attitude d'opposition absolue à la Russie, tant qu'elle sera dominée par le bolchevisme. M. Rodolphe Hess, lieutenant et confident du chancelier Hitler, a violemment dénoncé hier, à Carlsruhe, le bolchevisme, « ennemi de l'humanité, antipode du national-socialisme ». Il a profité de l'occasion pour faire quelques remarques, malheureusement assez exactes, sur le développement du communisme en France et sur ses fâcheux effets. Cependant, notons-le de notre

côté, il se trompe du tout au tout quand il présente le hitlérisme comme l'antidote du mal bolcheviste : ce sont, au contraire, deux mouvements qui sont proches parents : leur commune haine contre le christianisme suffirait à le montrer. Il faut, de la part de M. Hess, une singulière audace, d'un caractère quelque peu blasphématoire, pour faire de Hitler, en terminant, l'envoyé de Dieu en Allemagne. Ce qui doit être spécialement observé, c'est qu'à Berlin on dénonce dans l'hypothèse d'un rapprochement une manœuvre bolcheviste ayant pour objet d'évoquer le spectre d'une alliance germano-russe et de pousser ainsi la France à resserrer ses liens avec les Soviets.

Des deux côtés, on attribue donc les bruits qui ont circulé à une manœuvre, d'ailleurs contradictoire, pour exercer une action sur la France. La vérité est qu'on s'est borné en général à envisager des hypothèses fondées sur le caractère équivoque de la politique bolcheviste et de la politique nazie. L'une et l'autre ne se laissent arrêter par aucun scrupule. Comme le faisait observer l'autre jour ici M. Albert Rivaud, rien ne dit que, le cas échéant, communistes et nazis ne s'entendraient pas pour un nouveau partage de la Pologne. L'existence dans l'état-major soviétique d'un courant favorable à un accord avec l'Allemagne est certaine, de même qu'un courant symétrique a toujours pu être constaté dans certains milieux de la Reichswehr. C'est, en outre, un fait remarquable que le gouvernement allemand n'ait jamais dénoncé le traité qui lie le Reich à l'U. R. S. S. et qui, légalement, est toujours en vigueur, ce qui ne peut s'expliquer que par l'arrière-pensée de ne pas couper tout à fait les ponts. Sait-on jamais ce qui peut arriver ? doit-on se dire à Berlin.

Toutes ces discussions n'ont d'ailleurs pour le moment qu'un intérêt théorique. Il faut simplement nous dire qu'à l'égard des uns et des autres nous devons nous tenir sur nos gardes. Dans tous les cas, il importe que nous ne nous laissions pas entraîner à nous rapprocher plus encore des Soviets, sous le prétexte que cela serait nécessaire pour empêcher une alliance germano-russe. Il n'y a qu'à ouvrir les yeux et les oreilles pour constater que certaines gens voudraient nous pousser dans cette voie et, en particulier, nous amener à signer avec les Soviets des accords militaires. Une grande vigilance est, par conséquent, plus que jamais nécessaire, alors que, d'une part, l'Allemagne se sert d'un nouveau Stresemann, et que, d'autre part, Moscou désire nous attacher à son char. L'intérêt majeur de la France est de se tenir à l'écart de toutes les intrigues, tant bolchevistes que hitlériennes. C'est ce que verrait immédiatement un gouvernement comprenant l'intérêt national. Pour notre salut, il est nécessaire que nous possédions le plus tôt possible un tel gouvernement.

Pierre BERNIS

276

LES BRUITS D'UN RAPPROCHEMENT germano-soviétique

Ils provoquent dans la presse allemande un concert de protestations

Notre correspondant particulier à Berlin nous téléphone dimanche matin 18 avril :

Un concert de protestations s'éleva dans la presse allemande contre les bruits récemment répandus à l'étranger au sujet d'un prétendu rapprochement entre l'Allemagne et la Russie.

On cite de nombreux extraits de journaux, notamment anglais et français, qui ont cru pouvoir noter des symptômes d'un tel rapprochement.

Cette campagne de presse est attribuée à l'influence de Moscou. Les agents soviétiques feraient circuler ces bruits pour donner du prix à l'alliance franco-russe, qui deviendrait de plus en plus impopulaire en France.

Certains journaux étrangers ont rappelé que la collaboration germano-russe était traditionnelle depuis Bismarck, qui signa, en 1887, le fameux traité de contre-assurance avec la Russie.

Ce traité, fait-on remarquer ici, n'était pas un traité d'alliance, mais un traité d'équilibre. Bismarck ne voulait pas plus faire la guerre à la Russie avec l'Autriche qu'à l'Autriche avec la Russie.

De même les traités conclus par la République de Weimar avec les Soviets, à Rapallo en 1922 et à Berlin en 1926, ne sont pas, comme l'accord franco-soviétique, des pactes d'assistance, mais des pactes de neutralité. Contrairement à la France, l'Allemagne n'est jamais allée plus loin que cette position de neutralité vis-à-vis de la Russie, même dans les périodes où ses rapports avec elle furent les plus amicaux.

L'Allemagne ne se trouve plus dans une telle période. Depuis l'avènement du national-socialisme, son attitude à l'égard du bolchevisme et de la puissance qui représente cette doctrine est immuable. Elle ne sera sujette à aucune révision. L'Allemagne d'Hitler considère Moscou comme le point de départ d'une propagande internationale toujours prête à répandre le communisme dans les autres pays. Elle n'attribue aucune valeur aux bruits répandus depuis quelque temps, suivant lesquels Staline serait prêt à lâcher la III^e Internationale. Il s'agirait, tout au plus, d'un camouflage de la propagande bolcheviste, qui se poursuivrait sous d'autres formes.

Le système soviétique, écrit le *Völkische Beobachter*, n'est pas un Etat auquel on puisse appliquer les mesures internationales courantes. Il est à l'origine du mouvement international dont le principe est la destruction et l'anéantissement de la culture européenne. Dans les bureaux de presse où l'on a élaboré cette nouvelle à sensation, le rapprochement germano-russe, on ne pense jamais que par combinaisons : un Etat est toujours un Etat, et l'on échange comme les pièces d'un échiquier les partenaires de pactes de guerre et d'offensive, qui se multiplient comme des lapins. La politique n'est pas si simple.

Le *Temps*, remarqua la *Darsen Zeitung*, a oru constater dernièrement que l'influence juive disparaît en Russie. Mais la *Correspondance nationale-socialiste*, reproduite par tous les journaux allemands, a précisément publié des listes de noms, d'où il ressort que la plupart des postes dirigeants dans la Russie soviétique sont occupés en ce moment par des Israélites.

Pas d'allusion aux rapports économiques

On rappelle enfin les déclarations catégoriques faites par le Führer au congrès de Nuremberg et dans son discours du 30 janvier. « Toute union par un traité avec la Russie bolcheviste, dit-il, serait pour nous complètement dénuée de valeur. On ne peut pas imaginer que des Allemands nationaux-socialistes puissent jamais remplir des engagements pour venir en aide au bolchevisme et nous ne voulons pas davantage accorder un secours d'un Etat bolcheviste. »

Dans cette discussion, il n'est pas fait allusion aux rapports commerciaux. On peut supposer que, dans cet ordre d'idées, le III^e Reich ne serait pas hostile à l'amélioration des échanges avec la Russie, qui sont tombés à un niveau très bas au cours des dernières années.

277

193 4

U. R. S. S.

Les relations commerciales germano-soviétiques

Moscou, 14 mai.

(De l'Agence Tass) :
 Les Izvestia publient la réponse de M. Rosengolz, commissaire du peuple au commerce extérieur, à une question d'un de leurs lecteurs, concernant les relations commerciales germano-soviétiques.

M. Rosengolz écrit : « Les commandes courantes habituelles des organisations économiques soviétiques en Allemagne, qui se montaient en 1931 à un milliard de marks ont diminué brusquement au cours des dernières années et n'ont atteint, l'année dernière, qu'un total de 47 millions de marks environ.

« Cette importante diminution des commandes soviétiques en Allemagne s'explique, en plus de la tendance générale à réduire les importations de l'étranger, découlant de la consolidation de l'indépendance économique de l'U. R. S. S., par certaines difficultés qui ont surgi, ces derniers temps, (pour obtenir de meilleurs articles au point de vue technique, notamment) lors du placement de commandes soviétiques en Allemagne.

« Il y a eu également pour raison les cas où des obstacles ont surgi pour l'exécution de contrats conclus à Berlin, relativement à la livraison de marchandises en U. R. S. S.

« Les exportations soviétiques en Allemagne ont atteint, l'année dernière, 58 millions de marks contre 145 millions de marks en 1935 et 215 millions de marks en 1934.

« Le volume des exportations soviétiques en Allemagne est déterminé, naturellement, par le besoin de marks allemands éprouvé par les organisations du commerce extérieur soviétiques. » (Havas)

193 4

La Tribune des Nations 20 Mai

L'Allemagne, la France et les Soviets

Le jeu qui est mené par les trois puissances l'une par rapport à l'autre a toujours été assez subtil. Il atteint aujourd'hui un point tel qu'une crise est fatale et qu'elle ne saurait plus tarder.

Il s'agit de savoir quelles attitudes nouvelles, l'une par rapport aux autres vont avoir les trois puissances.

L'Allemagne devant la France

Considérons-les d'abord l'une et l'autre devant nous. L'Allemagne vient par la bouche du maréchal Blomberg, à Londres, de s'exprimer fort clairement. Elle ne veut pas faire la guerre à la France (ou à la Belgique). Elle ne songe pas à réclamer aucun territoire à la France (ou à la Belgique). En deux mots, l'Allemagne place l'Occident hors du plan de ses ambitions. Et comme, par ailleurs, elle ne songe pas non plus (le maréchal Blomberg l'a dit aussi à Londres), à réclamer des colonies au moins pour l'instant, on voit que tout revient à peu près à ceci : Nous ne demandons pas mieux qu'à vivre en paix et qu'à signer un pacte occidental. Ceci d'ailleurs n'est pas nouveau. Il faut bien lire que le maréchal parle comme il a toujours parlé le chancelier Hitler.

La Russie devant la France

Tandis que l'Allemagne fait ces déclarations, et ces propositions fort laies, la Russie des Soviets nous en fait d'autres, non moins claires. Elle nous demande de signer des accords militaires. Or, les accords militaires, rance idée de Staline, représentent l'alliance franco-russe; on peut dire, car ils seront doublés d'une alliance usso-tchéque, qu'ils établissent une alliance militaire franco-russo-tchéque; c'est la guerre, fatale et à bref délai.

Bien plus, c'est la guerre menée par l'Allemagne sur le front occidental. D'abord parce que la Russie n'est pas limitrophe de l'Allemagne, ensuite parce que, en admettant que la Pologne prendrait le parti de l'Allemagne, et donc serait contre nous, la « Pravda » et les « Izvestia » nous font gravement savoir que la France ne peut pas se défendre, que la Russie est au contraire inébranlable, que c'est la Russie qui donne sa garantie à la France et non la France à la Russie, et que si jamais il y avait un conflit avec l'Allemagne, celle-ci chercherait le point faible qui ne saurait être que la frontière française.

Ainsi, la Russie nous offre à la fois le rôle d'Etat protecteur et celui de paratonnerre. Nul doute qu'après cela la France ne repousse les accords militaires.

La France isolée ?

Dira-t-on qu'il ne faut pas que la France demeure isolée ? Nous en

tombons d'accord, mais d'abord elle ne le sera pas tant qu'elle liera son sort à celui de l'Angleterre. Et puis, derrière l'Angleterre il y a l'Amérique, surtout depuis le bill Pittman, car, enfin, la guerre, puisqu'il faut parler de guerre, c'est en bonne partie une question de maîtrise de la mer, de ravitaillement en munitions, en vivres, en matières premières.

Ensuite, il est trop clair que le jour où la France refusera de s'engager avec la Russie des Soviets sur le plan des accords militaires, elle sera amenée non seulement à signer un pacte occidental, mais à se rapprocher de l'Allemagne, — toujours d'accord avec l'Angleterre — c'est d'autant plus fatal que l'Allemagne, pour l'instant, semble jouer un jeu assez serré entre l'Angleterre et l'Italie, n'abandonnant pas l'Italie, mais ne paraissant pas non plus vouloir se séparer définitivement de l'Angleterre, et peut-être bien prête à s'entendre avec Londres sur le cas de l'Italie.

Entre l'Allemagne et la Russie

Il est vrai que la Russie et l'Allemagne pourraient aussi se rapprocher. Car une partie du grand état-major allemand est partisan d'une alliance militaire germano-russe. Ce sont les élèves de Von Seckt. Ils font remarquer que par cette alliance, l'Allemagne aurait ce qui lui manque : le blé, le pétrole, le fer, toutes les matières premières, la possibilité, par conséquent, de poursuivre une guerre presque indéfiniment, sans avoir besoin de rechercher la maîtrise des mers.

Il y a en Russie un clan formé surtout d'officiers qui répond à ces sentiments. Ce ne sont pas des Bolcheviks. Ce sont des sans-parti. Il semble bien que le maréchal Toukatchevsky soit leur chef, et l'on peut se demander si la disgrâce de Toukatchevsky, qui vient d'être envoyé au commandement des régions de la Volga, ne signifie pas quelque chose comme ceci : à aucun prix, pas d'entente, et surtout pas d'alliance militaire avec l'Allemagne.

Staline, dans ces conditions, lierait en quelque sorte la persistance du régime à la persistance de l'entente (ou, diront certains) de l'alliance franco-russe. Au contraire, l'opposition militaire antistalinienne, l'opposition germano-russe, au régime de Staline, si cette hypothèse est exacte, il faudrait voir dans la disgrâce de Toukatchevsky un point tournant par Staline.

Le choix décisif

Peut-être même faudrait-il rapprocher ce que vient de dire le maréchal Blomberg à Londres des pro-

positions que ne cesse de faire Staline à Paris. Blomberg dit, en somme : « Pas d'alliance franco-russe, l'entente pas ? » Et Staline dit : « Alliance franco-russe, n'est-ce pas ? » Car c'est ainsi que se pose la question. Les deux puissances sont tournées vers la France. C'est la France, liée étroitement à l'Angleterre qui, pratiquement, est maîtresse du jeu.

Jeu difficile à jouer, car on peut toujours craindre que si la France repousse les propositions russes et se tourne vers le pacte occidental, elle ne soit obligée de se rapprocher de l'Allemagne plus peut-être qu'elle ne le souhaiterait, et, d'autre part, sa paix intérieure risque fort d'être troublée. En revanche, si elle accepte les propositions russes, elle se trouve fatalement orientée vers la guerre. En somme, guerre civile et guerre étrangère, voilà les deux termes du dilemme.

Hésitations de toutes parts

Le jeu est d'autant plus difficile à jouer que l'Italie vient à la traverser, et qu'elle n'entend pas lâcher l'Allemagne. Elle fait tout ce qu'elle peut pour maintenir ferme l'axe Rome-Berlin.

D'ailleurs, on peut dire que toutes les nations mènent un double jeu, sauf l'Angleterre et l'Italie, justement parce qu'elles sont trop violemment engagées l'une contre l'autre. La France est incertaine entre l'alliance franco-soviétique et le pacte occidental, c'est-à-dire entre la Russie et l'Allemagne. L'Allemagne est hésitante entre la Russie et la France, entre un nouveau traité de Berlin et le rapprochement avec nous; la Russie est incertaine entre un nouveau traité de Berlin et l'alliance franco-soviétique. De ces hésitations tout peut sortir.

Notre intérêt

Nos responsables seront assez prochainement forcés de prendre une attitude précise. Sans prétendre savoir ce qu'il feront, demandons-nous quels sont nos intérêts.

Il est clair que l'entente franco-soviétique a eu, et qu'elle a encore, sa valeur. Mais la « Pravda » et les « Izvestia » ont mangé le morceau; nous ne pouvons pas accepter la garantie russe sans contre-partie; nous prétendons d'ailleurs, contrairement à ce que disent les deux journaux, que c'est nous qui donnerions tout en ne recevant rien et cela pour la très bonne raison que la Russie n'est pas limitrophe de l'Allemagne. D'autre part, nous ne saurions accepter le rôle de paratonnerre.

Notre intérêt est de rester au mieux avec la Russie des Soviets, mais de ne pas signer d'accords militaires.

Et à l'égard de l'Allemagne ? A l'égard de l'Allemagne, il nous faudrait prendre la position suivante : un rapprochement, d'accord avec l'Angleterre; la négociation et la signature d'un pacte occidental; la préparation d'une conférence économique qui, d'ailleurs, n'est pas pour demain.

En somme, ne pas nous éloigner,

définitivement de la Russie soviétique, sans cependant signer avec elle d'accords militaires précis, sans resserrer l'entente en alliance. Et, d'autre part, maintenir de bonnes relations avec l'Allemagne et, si possible, rendre fixes nos positions respectives sur le Rhin, de telle sorte que l'Allemagne puisse tourner ses ambitions à l'Est et au Sud et que nous puissions tourner les autres vers nos fronts atlantique et méditerranéen.

Bernard SAVIGNY

Le pacte franco-russe est-il menacé? Non...

...mais Moscou est déçu

Le journal officiel de l'U. R. S. S. vient de publier un article qui fait sensation dans les milieux diplomatiques de Moscou à propos du deuxième anniversaire du pacte franco-soviétique du 2 mai 1935. Cet éditorial, qui exprime les sentiments du Commissariat des Affaires étrangères et traduit les inquiétudes de l'opinion publique, critique assez vivement la politique extérieure de la France, notamment à l'égard de l'Espagne, et émet de sérieux doutes sur l'utilité du pacte du 2 mai pour l'U. R. S. S. elle-même.

« L'organisation de la paix, constatent les *Izvestia*, n'a pas fait de progrès; elle a manifestement fait plusieurs pas en arrière. » Et, après avoir souligné les responsabilités des démocraties occidentales qui n'ont pas, toujours selon Moscou, opposé suffisamment de résistance aux entreprises fascistes des deux dernières années, le journal reproche particulièrement à la France de ne pas avoir considéré le pacte franco-soviétique « comme la base d'une organisation efficace de la paix ». Et voici la conclusion : « Cet état de choses ne peut pas ne pas avoir de répercussion sur l'attitude des Soviets à l'égard du pacte. »

Ces déclarations des *Izvestia* sont symptomatiques. Elles indiquent la déception de Moscou. Cependant, il ne faudrait pas conclure à un revirement de la politique russe et à un rapprochement avec l'Allemagne. Les plaintes de *Izvestia* n'ont d'autre but que de réviser le pacte franco-soviétique.

M. JACQUES DORIOT PARLE POUR LA CRÉATION D'UN « FRONT DE LA LIBERTÉ »

C'est dans l'immense vaisseau du Vél'd'Hiv archiplein que M. Jacques Doriot a exposé, hier soir, son programme de « Front de la Liberté ».

Avant lui, un ouvrier, un petit commerçant avaient pris la parole, ainsi que MM. Marion et Arrighi, deux des meilleurs orateurs du P.P.F.

M. Jacques Doriot déclara que les réformes du Front populaire auraient pu être faites dans l'ordre et la liberté, cette liberté que le communisme veut retirer à tous ceux qui ne pensent pas selon Moscou. Le communisme est un danger que seul peut arrêter un mouvement d'union et les communistes et leurs alliés sont numériquement battus par tous les nationaux et les antimarxistes groupés.

Ce groupement, il faut le réaliser pour défendre cinq libertés : liberté du travail, de réunion, de pensée et de conscience, de la presse et du commerce. Il faut les défendre sans

appeler la dictature en remettant en vigueur les institutions existantes et en assurant l'autorité sans laquelle toute liberté est impossible.

M. Jacques Doriot dit alors qu'à son appel ont répondu la Fédération Républicaine, les Démocrates Populaires, les Radicaux nationaux, le Parti

agricole, le P. R. N. S. Le Parti Social Français n'a pas encore donné de réponse précise. M. Jacques Doriot espère en son adhésion. Il ne veut pas entamer de polémique avec un parti que le Front Populaire persécute. Quand la maison brûle, on ne discute pas, on fait la chaîne. Et M. Jacques Doriot demande que dans la formation du Front de la Liberté l'exclusive ne soit prononcée contre personne.

Il est longuement acclamé et la réunion s'achève dans l'enthousiasme aux accents de la marche du P. P. F. et de la Marseillaise. — J. D.

歐亞局長

第一課

昭和十二年六月廿九日接受

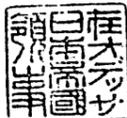
機密公第104號

昭和十二年六月五日

在オデッサ

領事 平田

秘



外務大臣 廣田 弘毅 殿

外交代表部ノ對獨逸領事館態度ニ關スル件

六月三日當地獨逸領事館事務代理本官ヲ來訪シ大要左ノ内話ヲナシ
タリ

「客年「トロツキスト」事件及日獨防共協定以來當地外交代表部ノ
獨逸領事館ニ對スル態度漸次惡化シ來リ日々發生スル少ナカラサ
ル獨逸人關係ノ事件處理ハ容易ニ進捗セサルヲ以テ其内重要ナル
モノハ不得已莫斯科大使館ニ移牒スルカ或ハ同大使館ヨリ中央當
局ニ交渉方援助ヲ求メツ、アリ
殊ニ同事務代理及前任事務代理カ用務ノ爲メ當地外交代表ニ面談
代

在オデッサ日本領事館

分類 2000 (3/R/1)

人事課長



282

ヲ求ムル場合ノ如キ領事館希望ノ時間ニ應セス代表部ヨリ面會時
間ヲ指定シ來ルコト多シ
又去ル四月前事務代理離任ノ際解雇シタル同代理ノ自動車運轉手
ハ獨立ノ獨逸領事館構内ニ生活シ居ルヲ以テ他ニ轉居ヲ求メタル
ニ一同立去ラサルニ付遂ニ再三外交代表部ニ對シ市役所カ住宅ノ
斡旋ヲナスヘキ様依頼セルニ同代表部ハ同部ノ權限外ノ事務ナリ
トテ容易ニ應セザリシカ強硬ナル獨逸側ノ要求ニ依リ漸ク市役所
ニ本件ヲ取次キタルモ結局住宅難ヲ理由トシテ住宅提供ヲ拒絕シ
來リタリ茲ニ於テ獨逸領事館ハ本省ヨリノ訓令モアリ且領事館ニ
勤務セサル蘇聯人ヲ館構内ニ無期限ニ居住セシムルコト能ハサル
ヲ以テ最後策トシテ六月十日ヲ限リ立退キヲ強要スル考ナリ云々
因ニ外交代表部ノ當館ニ對スル態度ニ付テハ今日迄ノ處何等惡化シ
タル形跡ヲ認メ得ス殊ニ面會時間ノ點ニ付テハ常ニ富方希望ノ時間
ニ應諾スルヲ常トス右申添ユ
本信寫送付先 在蘇大使

在オデッサ日本領事館

120034 261

281

120034 260

歐亞局

蘇外
雜
別紙添付

機密公第一二九號

昭和十二年七月二十一日

昭和十一年八月拾六日接受

在オデッサ

領事 平田



外務大臣 廣田 弘毅 殿

「蘇聯邦ニ於ケル獨逸人」送付ノ件

當館三谷書記生ノ研究ニ係ル「蘇聯邦ニ於ケル獨逸人」何等御參考
迄致ニ送付申進ス

本信寫送付先 在蘇大使



Handwritten notes in Japanese, including '調査' and '12.9.6'.

在オデッサ日本領事館



120034

264

285

一八二三年頃ニハ移民部落百四十八ヶ所、戸數九〇六七戸、五	ソノ大規模ニナサレタハ一八〇四―一八〇九年及一八一七年テ	黒海方面ヘノ獨逸人移民ハ之ヨリ少シ遅レ十八世紀末ニ初マリ	シ居リ現今ノ「ウオルガ」獨逸人自治州一帯ノ地ヲ占メタ	岸ノ山地方面ニ、其他ハ「ウオルガ」左岸及其支流附近ニ散在	岐レ入植シタ當時移民部落ハ百四ヶ所、ソノ内四十六ヶ所ハ右	「ウオルガ」河畔ニ達シ「ドブリンカ」村ヲ中心トシ數部隊ニ	斯クテ應募セル獨逸移民八千家族（二萬九千人）ハ一七六四年	納稅及兵役免除ノ特典カ興ヘラレタ	集シ移民ニ對シテハ一七六三年ノ勅令ニ依リ信教ノ自由、自治、
------------------------------	------------------------------	------------------------------	----------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------	-------------------------------

在オデッサ日本帝國領事館

S 120034 268

289

ル爲メ移民募集員ヲ遠ク獨逸ニ派遣シ「ウオルガ」行移民ヲ募	ニヤ」人「ブルガリヤ」人等ヲ移民セシメタカ結果面白カラサ	女帝ハ「ウオルガ」方面ノ新領土開拓ノ爲メソノ初メ「ルウマ	アツタ其大規模ナル移民ハ「エカテリン」二世ノ時テアル	時代ニ行ハレ「ネフスキ」地方「テ居ルカ其數ハ極メテ僅少テ	獨逸人ノ露西亞移民ノ沿革ヲ尋ヌルニ既ニ「ビーター」大帝ノ	△ 獨逸人ノ露西亞移民	人ノ内約八割六分（八十六萬人）ハ農村ニ在ル	而シテソノ内約八割（一百萬人）ハ歐露ニ在リ又歐露在住獨逸	ワ」人（〇九%）ニ次キ第十位テアル
------------------------------	------------------------------	------------------------------	----------------------------	------------------------------	------------------------------	-------------	-----------------------	------------------------------	-------------------

在オデッサ日本帝國領事館

S 120034 267

288

萬五千人ニ達シタ（入路經路ハ主トシテ「ダニユー」河ニ依リ「ベツサラビヤ」ヲ經由シタモノデアル）	又一八二七年ノ移民ノ一部（五百家族）ハ更ニ後高架索ニ赴キ此地ニ獨逸移民地ヲ開拓シタ	「スラブ」民族ニ比シ高度ノ文明ヲ有シ且勤勉ナル獨逸移民ハ露西亞農民ニ伍シ數年ナラスシテ優越ナル地位ヲ占ムルニ至ツ	タカ一八七〇年各種特典ノ廢止セラレテヨリ一時沈滞シ「ウオルガ」方面及「ウクライナ」ヨリ更ニ北高架索、西伯利及中亞方面ニ移住スルモノヲ出スニ至ツタ	△蘇聯ニ於ケル獨逸人分布狀態
---	---	--	--	----------------

在オデッサ日本帝國領事館

蘇政權ノ出現ト共ニ民族自決ノ建前ニ依リ「ウオルガ」獨逸自治州ヲ初メトシ獨逸人密集地ニハ獨逸ノ「ライオン」 <small>（村方組）</small>	織セラレタ一九二四年ノ統計ニ依ルト「ライオン」 <small>（村方組）</small>	「ソウエート」五五ニテアル	最近ノ統計ニ依リ蘇聯ニ於ケル獨逸人ノ分布狀態ヲ示セハ左ノ通りデアアル（次頁表）	（其後ノ統計ニ依レハ一九三一年現在ウオルガ下流地方四十七萬九千人、ウクライナ四十三萬九千人、クリミア四萬九千人ナリ）
--	---	---------------	---	--

在オデッサ日本帝國領事館

計	波蘭			西伯利	中亞	後高架索	北高架索	ウオルイン	内海方面 ベツヤサラ	ウオルガ地方	移民當初 一九一四—一八	
八 六 四 〇 〇 〇 人	一 七 五 七 〇 六 人					二 四 五 〇 〇 〇 人			五 九 〇 〇 七 六 人	二 九 〇 〇 〇 〇 人		
一 二 六 二 三 一 人	四 七 九 三 三 四			四 四 八 三 八	五 〇 〇 〇 〇	一 二 〇 五 九	五 〇 〇 〇 〇	二 〇 〇 〇 〇 〇	六 二 八 七 五	五 四 〇 〇 〇 〇	七 五 〇 〇 〇 〇 人	一九二六年
計	白露	中央黒土地方	中央工業地方	西部地方	カレリヤン地方 ド及	ヤラル州 バシキリ	亞露	北高架索	ウクリミヤ	ウクライナ 中流地方	同 ウオルガ下流地方	
一 二 三 八 四 八 六 人	七 〇 七 五	四 三 八 五	一 五 一 二 三	二 五 四 一	三 〇 四 七 〇	一 二 一 六 三	二 三 六 〇 〇	二 九 二 二 六	四 三 六 三 一	三 九 三 九 二 四	二 四 三 六 四	四 三 九 一 〇 五 人

S 120034 271

292

△	獨逸人部落ノ狀況
	元來獨逸人ハソノ勤勉性ヲ買ハレ新地開拓及露西亞農業指導ノ
	爲メ一エカテリナ一ニ世ノ發意ニ依リ移植セラレタモノテ彼等
	カ沿一ウオルガ一地方一ウクライナ一農業開拓ニ貢獻シタ處ハ
	少クナイ又彼等ノ農業經營及生活狀態ハ周圍ノ露西亞農民ニ比
	シテ高慢且裕富テアツタ然シ乍ラ之等獨逸人ハ宗教及民族ノ異
	ナル故ヲ以テ常ニ露西亞人ヨリ白眼視セラレテ居タ一方畏怖ニ
	似タ尊敬ヲ受ケテ居タ
	蘇政權樹立ト共ニ前記ノ如ク所謂民族自決ノ主義ニ據リ獨逸人
	集團ノ結成ヲ見タカー一九二八年「コルホズ」化政策ノ施行ト共

在オデッサ日本帝國領事館

	ニ從來比較的富裕ノ地位ニ在ツタ獨逸人農民ハ「富農狩リ」ノ
	犠牲トナリ刑地へ追放セラレルモノ相次キ又中農階級ニシテ本
	國及「ブラジル」方面ニ避難スル者多數アリ獨逸農村ハ著シク
	衰微スルニ至ツタ現今テハ何レモ「コルホズ」制ニ統一セラレ
	昔時ノ面影ハナイカ天レテモ南露農村ヲ步ケハ獨逸部落ハ露西
	亞人部落ニ比シ一際整然タルモノカアルヲ見ル
△	蘇政權ノ對獨逸人政策
	之等獨逸人ハ百數十年ノ移民史ヲ有シテ居ルニ拘ハラズ露西亞
	人トノ同化殆ント無ク現在ニテモ自國語ヲ語り自己ノ習慣、宗
	教ヲ保持シテ居ル而シテ又彼等ノ有スル民族的優越感カ一般露

在オデッサ日本帝國領事館

等獨逸人カ如何ナル態度ニ出ルテアロウカヲ察知センカ爲メテ	活ヲナシテ居ルカヲ知ランカ爲メテナク實ニ獨蘇衝突ノ場合此	カ一ソウエー「ト」治下ニ於テ如何ナル待遇ヲ受ケ又如何ナル生	茲ニ蘇撰作ヲモ蘇聯ニ於ケル獨逸人ノ研究ヲナシタ目的ハ彼等	△ 結	人ノ不滿反感ニ一層拍車ヲ加フルコト、ナルノテアル	對スル警戒壓迫ハ加重セラル、コト、ナリ又コノ事ハ蘇系獨逸	之ヲ要スルニ蘇聯カ獨逸ヲ仇敵視スレハ、展スル程國內獨逸人ニ	ノテアル	帶ニ管區制カ數カレルニ主ツタモ實ニ絃上ノ如キ原因ニ依ルモ
------------------------------	------------------------------	-------------------------------	------------------------------	-----	--------------------------	------------------------------	-------------------------------	------	------------------------------

在オデッサ日本帝國領事館

S

120034

275

296

メナイ又昨年「ウクライナ」ニ於テハ州制度ト併行シテ國境地	ルコトニ努メ之ヲ強制的ニ異地ニ移住セシムル等警戒ノ手ヲ緩	ニ鑑ミ一九三一、二年頃ヨリ西部國境地帯ヨリ獨逸人ヲ一掃ス	時ニ於ケル獨軍ノ南露侵入ハ土着獨逸人ノ内應ニ依ル處ナリシ	他方蘇政權トシテモ斯ウシタ獨逸人ノ氣配ヲ感知シ又革命内亂	ルコトハ否定出來ナイ	メ彼等カ蘇政權ニ對シテ内心解消シ得サル不滿反感ヲ有シテ居	近續發スル蘇聯内訌(ト)ロツキスト事件)ニ關聯スル壓迫ノ爲	意識上ノ間隙ニ加ヘ「コルホズ」強行時代ニ受ケタ迫害並ニ最	西亞人トノ同化ヲ妨ケテ居ルコトモ看過出來ナイ斯ノ如キ民族
------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------	------------------------------	-------------------------------	------------------------------	------------------------------

在オデッサ日本帝國領事館

S

120034

274

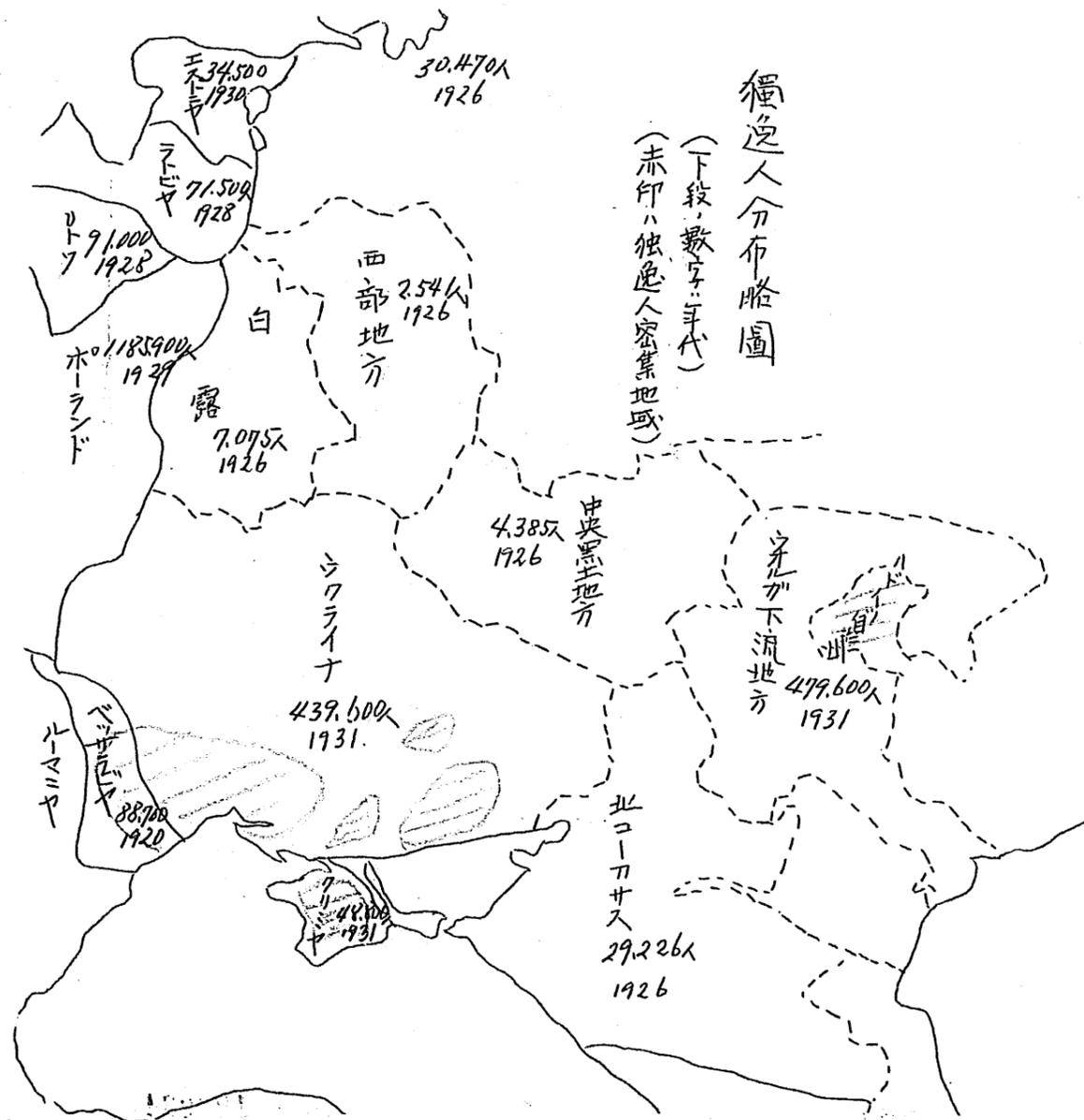
295

アル
平時地圖ヲ按シ獨蘇ノ衝突ヲ考フルコトハ殆ント不可能ナコト
テアル況ンヤ波蘭ヲ初メ中南歐諸小國ノ動向ノ把握シ難イ今日
ニ於テ獨逸カ如何ニシテ蘇ト相見エ所謂「ウクライナ」占領ヲ
企圖スルカハ之ハ解キ難キ謎テアル
トハ云ヘ沿「バルチック」諸國、波蘭、「ベッサラビヤ」及「ウ
クライナ」方面ニ分布セル獨逸人ノ存在ヲ忘却スルコトハ出來
又何カノ「 ^{オーストリア} キツカケ」 ^{又ハ} 何カノ「プロツク」ノ形式ニ依リ兩
國衝突ノ場合アリトスレハ此民族の連鎖、血縁線カ管テノ獨軍
「ウクライナ」侵入ノ時ノ如ク強固ナル足場ヲナスデアラウコ

在オデッサ日本帝國領事館

トハ容易ニ想像出來ル
又獨逸トシテモ「ウクライナ」占領ノ失敗カ軍事的謬誤ニ基
因スルモノテナク「ニ占領地行政ノ失敗ニ因ルモノテアルコト
ヲ熟知シテ居ル以上外交政策ニ依ル「プロツク」形成ト共ニ「
ウクライナ」ヘノ再度ノ進出ヲ全ク放棄スルトハ思ハレナイ
(終)

在オデッサ日本帝國領事館



獨逸人分布略圖

(下段、数字年代)
(赤印ハ独逸人密集地域)

S 120034 278

299

